

Paul Marion – Varaville, né le 24 novembre 1919

Note de présentation de Monsieur Paul Marion rédigée à l'occasion d'une conférence à Oully-le-Tesson sur « Les jeunes de la Résistance dans les maquis » en mars 2003. Note écrite par Gérard Fournier, président de l'association « Hommage à l'abbé Bousso et à ses compagnons de Résistance ».

Paul Marion est originaire du Home-Varaville, petite commune du Calvados d'environ 350 habitants avant-guerre, où il est né le 24 novembre 1919. En juin 1939, il s'engage dans l'Armée de l'Air et entre dans une école de formation des mécaniciens à Royan. A la déclaration de guerre, il signe un contrat d'engagement pour la durée du conflit, puis quelques mois plus tard, passe son Brevet Supérieur de mécanicien-avion. L'école est évacuée, le 10 juin, devant l'avance allemande, puis gagne par étapes les Pyrénées-Orientales et la vallée du Rhône. Entre-temps, les mécaniciens brevetés, rejoints par des pilotes de chasse, des chasseurs alpins, etc, versés dans l'Armée d'Armistice, sont incorporés dans les groupements « Jeunesse et Montagne », sortes de chantiers de Jeunesse de l'Armée de l'Air créés officiellement le 15 août 1940. En réalité, sous le couvert d'un organisme d'Etat reconnu par Vichy, il s'agit dans l'esprit des fondateurs de ce mouvement de préparer pendant une année, aux plans physique, civique et psychologique, des militaires redevenus civils, à devenir les volontaires redevenus civils, à devenir les volontaires et futurs cadres de la Résistance.

Son année de formation terminée, Paul Marion revient dans le Calvados pour aider sa mère, veuve, à tenir son commerce au Home Varaville. Bientôt, ils sont chassés par les Allemands parce que le commerce est situé dans la « zone interdite » créée à partir du 20 Octobre 1941, il n'y a plus de clientèle possible. Paul Marion se fait alors embaucher comme magasinier dans une entreprise de maçonnerie requise par l'organisation Todt pour construire la fameuse batterie de Merville. Après la loi de Vichy du 16 février 1943 qui institue le Service du Travail Obligatoire, il est obligé de fuir en Creuse où un fermier accepte de le cacher. Le hasard le conduit à rencontrer des F.T.P d'un maquis du secteur de La Souterraine. C'est ainsi, qu'au mois d'août 1943, Paul Marion, âgé de 23 ans, entre dans la Résistance comme maquisard.

A la suite d'une première mission remplie avec succès, il est désigné par les responsables F.T.P pour suivre une « école » des cadres clandestine, près de Fanlac, destinée à former les chefs de maquis en Dordogne. Fin Octobre 43, il est désigné, sous le pseudonyme de « Léo », comme responsable militaire d'un maquis en formation à Sainte-Marie-de-Chignac, dénommé « détachement Gardette ». Durant quatre mois, le maquis s'illustre en détruisant plusieurs dizaines de locomotives, en sabotant des dépôts de chemin de fer, comme celui de Périgueux, à la fin de 1943, et des usines travaillant pour les Allemands.

Arrêté fortuitement à Lesparat, le 22 février 1944, alors qu'il vient d'être désigné comme responsable militaire F.T.P de toute la Dordogne, Paul Marion est interné à la prison de Périgueux, puis de Limoges, avant d'être transféré au camp de Compiègne-Royallieu (Oise). Il est déporté le 6 avril 1944 au camp de concentration de Mathausen (matricule 62761), puis il est envoyé dans les kommandos de Melk et d'Ebensee.

Libéré par les Américains le 6 mai 1945, il revient avec 7 de ses camarades en France avec une voiture d'Etat-Major dérobée à la Wehrmacht.

Mon arrestation

Récit de Paul Marion

Un lundi soir, le 21 Février 1944, j'ai rendez-vous avec le Responsable que je dois remplacer prochainement, à la station des cars de Périgueux pour sortir ensemble à Bergerac visiter un maquis à Bergerac à 18 heures. J'attends, le car part et je ne vois pas mon collègue. Comme il n'y a pas d'autre moyen de transport aujourd'hui, je vais jusque chez le commerçant (café-restaurant) qui est notre lieu de rendez-vous – Charles – précédemment il tenait la boîte aux lettres dont il venait de transmettre le poste à notre amie Renée Tisseli. Il m'offre de passer la nuit chez lui. Je couche sur une banquette et le lendemain matin, à l'heure du départ du car pour Bergerac, j'espère y trouver mon ami qui sans doute retardé n'a pu être à l'heure la veille.

Inquiet, je décide de passer à la boîte à lettres, car normalement, il devait y passer me rejoindre. Je tombe sur le concierge qui en réponse à mon interrogation, presque en hurlant sur le trottoir, me dit que si elle avait su que cette femme faisait de la Résistance, elle n'aurait pas loué, car elle a été arrêtée hier soir avec un homme. J'ai vite compris et n'ai pas demandé plus de détails, si cela se trouve les allemands ont laissé un de leurs policiers en civil dans le quartier. Revenu rapidement chez Charles, je lui demande de prévenir le plus grand nombre possible de camarades afin de prendre toutes dispositions. Il faut craindre les interrogatoires où la torture est souvent pratiquée avec raffinement par la Gestapo.

Quant à moi, avec un camarade, instructeur, qui est à mon maquis en ce moment, nous décidons de rejoindre nos pénates vite fait afin de disparaître. Mais nous sommes à pied, il y a environ 15 km car nous avons déménagé du village auprès de Périgueux et il n'y a ni bus, ni train et les occasions sont rares malgré que la route que nous prenons est celle de nos voitures - Avec un peu de chance – A 3 km de Périgueux, nous nous arrêtons chez un ami (restaurateur-hôtel) qui fait l'intermédiaire pour distribuer les armes qui viennent de nos parachutages, aux groupes à équiper. Nous le prévenons pour le cas où il détiendrait quelque chose. Non, il n'a rien sauf une boîte de balles de 9mm pour les mitraillettes oubliées là. Mon camarade la met dans sa poche. Notre ami n'a pas de véhicule sous la main mais il veut que nous déjeunions avec lui et sa famille rapidement.

Nous reprenons la route, parcourons environ 500 mètres sur la route de Brive. Ce village que nous quittons s'appelle Lesparat, et une traction avant, Citroën noire, comme la nôtre, vient à notre rencontre. Nous pensons que c'est notre voiture et nous marquons un point d'arrêt. Celle-ci freine pile, derrière elle arrive tout un convoi de camions qui font office de transport de personnel. Ciel, les portières s'ouvrent toutes, ils bondissent comme des diables de leur boîte, pistolets et mitraillettes braqués sur nous. C'est la Gestapo, têtes de morts sur les calots et les cols des vareuses. Impossible de fuir, il y a le convoi sur le côté opposé où nous sommes et les rochers font une véritable muraille verticale de plusieurs mètres. Si nous bougeons, leur instinct de tueurs va se révéler – « Papiers » en bon français, examen, fouille des poches et de tout notre corps. Il n'y a rien à la fouille apparemment.

Ils nous rendent nos papiers puis commencent à remonter dans leur voiture, lorsque soudain, un des soldats qui assistait à l'opération depuis son véhicule, crie quelque chose. Ça ne devait pas être bon pour nous, car immédiatement les gestapistes nous retombent dessus à bras raccourcis. Je vois au même moment un agent qui fait ouvrir la main de mon camarade dans laquelle il tient la boîte de balles récupérée chez notre hôte pour le repas. A partir de ce moment, nous nous sommes retrouvés dans les camions sous une volée de coups de crosses, d'armes diverses.

Surprise, nous apercevons parmi les civils déjà arrêtés deux ou trois têtes que je connais. Avec mon camarade, j'ai eu le moment précis de lui dire « On ne se connaît pas ». Cela devait nous servir pour la suite. Arrivés à la caserne, nous restons ensemble dans la salle de police et nous retrouvons d'autres camarades de notre mouvement FTP. Avec beaucoup de précautions, nous nous mettons

d'accord pour dire que nous avons trouvé la boîte de balles dans le caniveau à quelques dizaines de mètres de notre lieu d'arrestation.

La nuit nous permet de bien se dissocier, car rien ne prouve que nous nous connaissons, lui étant résident de la Dordogne, selon ses papiers, et moi Normand à la recherche de location d'une maison pour se réfugier en raison du déguerpissement d'une zone de mon village rendue interdite par les Allemands (ce qui était réel mais ne collait pas trop avec la date). Rien ne me fut demandé de plus précis à ce sujet. Nous passons la nuit sur des bas flancs serrés comme des sardines. Mais, la tête fonctionnant trop, le sommeil ne venait pas. Il faut surtout faire très attention à ce que l'on dit et surtout ne pas trop parler avec le même, car il y a parmi nous ce que l'on appelle « des moutons », autrement dit des Français à la solde de la Gestapo. De tout cela nous étions prévenus par les diverses instructions reçues dans nos mouvements dès les premiers jours de nos adhésions.